

10 octobre 2019

(19-6561)

Page: 1/26

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

AUSTRALIE

Addendum

La communication ci-après, datée du 19 septembre 2019 et adressée par la délégation de l'Australie, est distribuée conformément au paragraphe 1 de la Décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (IP/C/28).

1 GÉNÉRALITÉS

1. L'Australie s'est engagée à mettre en œuvre l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC. Elle s'est également engagée à communiquer aux autres Membres de l'OMC des renseignements sur les incitations et le soutien qu'elle offre aux entreprises et aux institutions pour promouvoir et encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés (PMA) Membres.

2. Le présent document contient un rapport complet concernant l'article 66:2 qui fait fond sur les mises à jour annuelles communiquées en 2012 (IP/C/W/580/Add.2), 2013 (IP/C/W/594/Add.7), 2014 (IP/C/W/602), 2015 (IP/C/W/611/Add.4), 2016 (IP/C/W/616/Add.1), 2017 (IP/C/W/631/Add.1/Rev.1) et 2018 (IP/C/W/646/Add.2). Il est présenté conformément à la Décision du Conseil des ADPIC du 20 février 2003 sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (IP/C/28). Selon cette décision, les pays développés Membres doivent fournir des rapports annuels sur les mesures qu'ils ont prises ou envisagent de prendre conformément à leurs engagements au titre de l'article 66:2. Le rapport porte principalement sur les incitations qui visent spécifiquement soit des PMA soit un groupe de pays comprenant un PMA.

3. Dans le présent rapport, le transfert de technologie s'entend comme incluant la formation, l'enseignement et la diffusion du savoir, ainsi que la propriété intellectuelle incorporée dans les biens et services transférés et la diffusion des renseignements commerciaux et du savoir-faire sur lesquels repose un produit, un procédé ou un service.

4. Le présent rapport porte principalement sur les efforts déployés par l'Australie pour aider les PMA à mettre en place les conditions propices au transfert de technologie vers ces pays. La coopération technique en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement en vue de faciliter la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC constitue une autre obligation distincte concernant laquelle l'Australie fait un rapport séparé. L'Australie reconnaît que certaines activités de coopération technique peuvent contribuer à créer un environnement propice au développement ou à l'acquisition de technologies.

5. En Australie, de nombreuses incitations au transfert de technologie prennent la forme d'une aide publique au développement. Ces incitations servent la stratégie de l'Australie qui s'attache à utiliser l'aide comme catalyseur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté, en particulier en mettant davantage l'accent sur l'aide pour le commerce. Depuis 2012, l'Australie a versé une contribution au programme du Fonds fiduciaire (FIT) Australie-Organisation mondiale de la propriété

intellectuelle (OMPI) au titre de l'aide pour le commerce afin de contribuer au transfert de technologie et de connaissances vers les PMA et les pays en développement de la région indo-pacifique. Entre février 2016 et juin 2019, dans le cadre du deuxième cycle de financement du programme, le FIT a contribué à diverses activités de renforcement des capacités dans le domaine de la propriété intellectuelle (PI), qui ont permis de développer des systèmes de PI dans les pays bénéficiaires. Pendant la période considérée, le FIT a soutenu des ateliers de formation pour les bureaux de la propriété intellectuelle des pays en développement et des PMA de la région des îles du Pacifique, afin d'améliorer la compréhension des outils et des services de l'OMPI disponibles pour ces bureaux. Le programme du FIT a également soutenu la Réunion régionale sur le rôle des Femmes dans la commercialisation de la propriété intellectuelle en Asie, qui a eu lieu aux Philippines. Les participants venus de PMA et de pays en développement ont bénéficié de la mise en place d'un réseau de femmes impliquées dans le processus de transfert de technologie dans la région Asie-Pacifique. L'activité a permis d'améliorer et de renforcer davantage encore les connaissances existantes sur le rôle des femmes dans la commercialisation de la propriété intellectuelle. À compter de septembre 2019, l'Australie financera un troisième cycle du programme FIT afin de poursuivre les résultats atteints dans le cadre de cette initiative.

6. Les entreprises et institutions admissibles au bénéfice d'un financement pour mettre en œuvre des projets et des activités visant à faciliter le transfert de technologie sont notamment les organismes administratifs et institutions publiques, les organisations non gouvernementales, les consultants et experts indépendants, les universités et les organismes de recherche.

7. L'aide de l'Australie est déliée depuis 2006, ce qui permet à des organisations non australiennes de soumissionner pour l'obtention de contrats de fourniture de biens et services destinés aux programmes bilatéraux et multilatéraux d'aide au développement. L'aide non liée est le meilleur moyen d'assurer une utilisation optimale des ressources pour financer des activités rentables faisant appel aux meilleures compétences spécialisées disponibles dans le monde, ce qui permet d'obtenir les meilleurs résultats en matière de développement. C'est pourquoi les incitations financées par une aide de l'Australie pour le transfert de technologie ne sont pas limitées aux institutions et entreprises australiennes.

8. L'Australie apporte un soutien varié afin d'améliorer les normes en matière de gouvernance et de renforcer la stabilité macroéconomique dans la région indo-pacifique, y compris les PMA, ce qui contribue ensuite à créer des conditions favorables à l'investissement étranger et au transfert de technologies. Ce soutien comprend l'accès en franchise de droits et sans contingent accordé par l'Australie aux importations en provenance de tous les PMA depuis 2003, ce qui peut aider à attirer des investissements étrangers dans les secteurs d'exportation de ces pays. Il s'agit également de l'aide apporté par l'Australie en faveur des initiatives de gestion économique dans plusieurs PMA, comme "l'Initiative pour la croissance et la gestion économique" menée à Kiribati, qui vise à améliorer la gestion des finances publiques et à créer un environnement propice à une croissance inclusive nourrie par le secteur privé; le "Programme de gouvernance pour la croissance", mené aux Vanuatu, qui vise à supprimer les contraintes/limites et les entraves/obstacles face à la croissance économique, à améliorer la fourniture de services grâce à des réformes politiques, réglementaires et de gestion et à améliorer la gestion des finances publiques; et le Programme "Strongim Bisnis" mis en œuvre dans les Îles Salomon, qui travaille avec le secteur privé salomonais dans des domaines comme les pratiques commerciales, le développement des marchés, les risques et la résilience, ainsi que la participation des femmes à l'économie.

9. Export Finance Australia, l'organisme australien de crédit à l'exportation, soutient les exportateurs australiens qui souhaitent élargir leurs activités à l'étranger. L'organisme aide également au développement d'infrastructures dans la région indo-pacifique dans le cadre de son nouveau mandat en matière d'infrastructures. Si le transfert de technologies vers les PMA n'est pas un objectif explicite du travail d'Export Finance Australia, l'organisme a toutefois soutenu des projets menés dans des PMA au cours de la période concernée qui ont donné lieu à un transfert de technologies. Ce soutien comprenait l'émission de bons d'obligation d'une valeur d'environ 1 million d'AUD en faveur d'une entreprise de construction spécialisée basée à Melbourne, pour la mise en œuvre d'un projet de digue à Kiribati, ainsi que la création d'une ligne de crédits à l'exportation pour une entreprise spécialisée dans les technologies avancées, située elle aussi à Melbourne, et dont une partie soutenait la construction d'un système de prévision météorologique numérique de haute résolution au Népal.

10. Le 1^{er} juillet 2019, le gouvernement australien a lancé le Mécanisme de financement de l'infrastructure australien pour le Pacifique (AIFFP), qui offrira des prêts et des dons afin de soutenir des projets d'infrastructure essentiels au Timor-Leste et dans les pays insulaires du Pacifique, dont quatre sont des PMA, à savoir les Îles Salomon, Kiribati, les Tuvalu et le Vanuatu. Les prêts seront accordés tant au secteur privé qu'aux entités publiques. Un élément important dans la conception du mécanisme est l'engagement à utiliser des travailleurs et des entreprises locaux dans l'exécution des projets, et à soutenir les compétences locales. Les conditions des accords de prêt et de dons obligeront les sous-traitants à transférer des compétences aux membres du personnel local. Les projets financés par l'AIFFP n'utiliseront que des technologies adaptées au contexte local de chaque pays bénéficiaire et aux capacités de chaque pays de les entretenir. En investissant dans des projets d'infrastructure prioritaires dans toute la région du Pacifique, y compris dans les secteurs de haute technologie comme les télécommunications, l'AIFFP aidera à soutenir le transfert de technologies vers les PMA de nos régions.

11. L'Australie reconnaît que les PMA Membres sont intéressés par les résultats des activités de transfert de technologie. L'annexe du présent rapport contient des exemples précis de programmes et de projets pertinents présentés selon le modèle proposé par les PMA (IP/C/W/561). L'Australie dresse la liste de tous les PMA bénéficiaires.

ANNEXE¹

Intitulé du projet/programme	Australia Awards
Objectif ou objet	Le Programme de bourses Australia Awards délivre des bourses d'études internationales financées par le gouvernement de l'Australie qui offrent à la future génération de dirigeants mondiaux la possibilité de faire des études, de mener des recherches et de se perfectionner sur le plan professionnel. Il comprend des bourses d'études de longue durée (par exemple le programme Australia Awards Scholarships et le programme Australia Awards Pacific Scholarships) et des bourses d'études de courte durée (comme les programmes de cours de courte durée).
Organismes fournissant les incitations	Département des affaires étrangères et du commerce
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Fournisseurs australiens de services d'enseignement supérieur approuvés ou une organisation australienne de formation enregistrée.
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Financement public des bourses d'études permettant aux ressortissants des PMA d'entreprendre des études supérieures et de hautes études universitaires en Australie.
Implications financières	Environ 67 millions d'AUD pour le programme Awards, destinés aux bénéficiaires de PMA pour l'exercice 2018/19.
Domaine de technologie	Éducation et formation.
Catégorie de technologie	Autre (connaissances et compétences).
Résultats ou impact	Le programme Australia Awards vise à renforcer la capacité de développement des ressources humaines, à créer des partenariats et des liens, à traiter les questions régionales prioritaires et à contribuer aux besoins en matière de développement sur le long terme dans les pays partenaires. Le programme Awards offre des activités d'éducation, de formation, de perfectionnement professionnel et de recherche de qualité, permet de renforcer les capacités et de promouvoir une main-d'œuvre qualifiée qui contribue à générer et à maintenir la croissance économique et une base technologique renforcée.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	En cours
Site Web pour plus d'informations	http://dfat.gov.au/people-to-people/australia-awards/pages/australia-awards-scholarships.aspx
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

¹ En anglais et en français seulement.

Intitulé du projet/programme	Programme concernant la chaîne de valeur agricole au Cambodge (CAVAC)
Objectif ou objet	La phase II du CAVAC (2016-2021) vise à accroître la production agricole et les revenus des petits exploitants dans les provinces du Cambodge par le soutien aux activités d'irrigation à Prey Veng, Tboung Khmum, Kandal et Takeo et par le soutien à la productivité, à la diversification et à l'usinage du riz au niveau national. Le programme CAVAC permet de construire et de rénover des systèmes d'irrigation et d'offrir aux agriculteurs l'accès à des intrants agricoles tels que les engrais, les pesticides ainsi qu'à des formations aux techniques agricoles modernes. Il vise à résoudre les principaux problèmes systémiques tout au long de la chaîne de valeur agricole, du fournisseur au consommateur. Pour permettre l'accroissement de productivité et des revenus, le programme CAVAC renforce les liens commerciaux qui favorisent l'investissement et ajoutent de la valeur le long des chaînes de valeur de certains produits qui relient les fournisseurs aux agriculteurs et les agriculteurs aux consommateurs. Le programme aide également les agriculteurs à accéder à des solutions meilleures et viables pour leur activité agricole.
Organismes fournissant les incitations	Département des affaires étrangères et du commerce
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Parmi les parties prenantes clé figurent le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche du Cambodge, le Ministère des ressources en eau et de la météorologie du Cambodge, les départements provinciaux du Cambodge, le secteur privé ainsi que d'autres partenaires de développement du secteur de l'agriculture du Cambodge.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Cambodge
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Financement public.
Implications financières	CAVAC II: 84,2 millions d'AUD
Domaine de technologie	Secteur agricole, en particulier l'accroissement des rendements agricoles.
Catégorie de technologie	Autre (connaissances et expertise; amélioration de l'irrigation et des intrants agricoles).
Résultats ou impact	12. Programme CAVAC (octobre 2018-septembre 2019): Dans le cadre du programme CAVAC, des partenariats ont été établis pour soutenir les activités qui contribuent à l'amélioration des pratiques agricoles, en sensibilisant 52 387 ménages d'agriculteurs. Afin d'atteindre l'objectif du projet, des partenariats ont été établis entre le programme CAVAC et le secteur privé ainsi que plusieurs départements nationaux et provinciaux clés relevant du Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche et du Ministère des ressources en eau et de la météorologie du gouvernement royal du Cambodge (RGC) dans le cadre d'activités conjointes. Ces activités visent à présenter et à promouvoir de nouvelles technologies et de nouvelles pratiques de gestion, y compris le nivellement des sols, l'optimisation de l'utilisation des intrants agricoles (engrais et herbicides), l'irrigation durable et la mécanisation. Aujourd'hui, les 10 systèmes d'irrigation ont été construits. Au total, 10 313 nouveaux ménages d'agriculteurs ont pu accéder à l'irrigation annuelle permanente grâce à ces systèmes. Le CAVAC a aidé à introduire 4 nouvelles variétés de riz, notamment la variété purifiée de Sen Kra Ob et les nouvelles variétés non photosensibles de riz jasmin, CAR 15 et Phka Mealdei. Les nouvelles variétés de riz qui ont été introduites, présentées et acceptées avec succès feront l'objet d'une promotion afin qu'elles soient utilisées par les agriculteurs et les rizeries pour améliorer la compétitivité du riz cambodgien. Le programme CAVAC introduit de nouvelles machines visant à améliorer la production de variétés de riz améliorées et en fait la promotion. Les résultats des essais de mécanisation ont contribué à réduire les quantités de semences nécessaires de 65 kg/ha grâce à l'Eli Seeder et de 60 kg/ha grâce au Thai KID planter. Du fait de la diminution des semences nécessaires, les agriculteurs sont davantage en mesure d'acquérir des semences de meilleure qualité. Il est attendu que l'utilisation plus répandue de semences de meilleure qualité par les agriculteurs conduise à une amélioration de la qualité du riz non décortiqué. La promotion de cette technologie faite dans le cadre du programme CAVAC a contribué à ce que l'Eli Seed Planter remporte le prix prestigieux <i>Patents for Humanity</i> décerné par le gouvernement des États-Unis. Plus de 100 Eli Seeders ont été vendus au Cambodge. Le programme CAVAC définit des priorités pour la mise en œuvre des activités qui sont durables. Les activités de développement des systèmes de marché sont considérées comme durables si les acteurs du secteur privé continuent de fournir un service commercial après le retrait de l'activité

Intitulé du projet/programme	Programme concernant la chaîne de valeur agricole au Cambodge (CAVAC)
	<p>financée par le programme CAVAC. Ce dernier mobilise des fonds privés à titre de signe initial de viabilité. Au cours de la période considérée, un certain nombre d'accords de partenariat de contribution conjointe ont été conclus dans le cadre du programme CAVAC, ce qui a permis d'obtenir au total 516 507 USD auprès du secteur privé pour une contribution de 326 816 USD provenant du programme CAVAC, soit un ratio de 1,58 par dollar versé à titre de contribution. Le programme CAVAC a contribué de manière significative au dialogue politique grâce à sa participation active et à sa contribution à l'établissement des cadres de travail stratégiques relatifs à l'agriculture et aux ressources hydriques avec le gouvernement royal du Cambodge (RGC) et les partenaires de développement. Le programme CAVAC a participé aux groupes de travail et à des forums politiques: afin de favoriser un niveau d'engagement plus élevé avec le RGC, des mesures fortes ont été prises dans le cadre du programme CAVAC en rendant périodiques la tenue des réunions et l'établissement des rapports, et en organisant diverses visites sur le terrain pour les ministères et pour le Département des affaires étrangères et du commerce (DFAT) de l'Australie, ce qui a permis de renforcer leurs relations. Le soutien politique comprenait une aide à l'élaboration d'une stratégie d'intégration commerciale et l'amélioration des déclarations ministérielles (Prakas) sur la réglementation des pesticides; le programme CAVAC se positionne comme partenaire de confiance en matière de connaissances auprès de différents ministères et conseils ainsi qu'auprès d'autres parties prenantes comme la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole afin d'exercer une influence positive sur les activités liées à ses interventions, en particulier les services d'irrigation durable. Le programme CAVAC créé et diffuse des produits du savoir sectoriels. Des travaux ont été menés dans le cadre du programme CAVAC afin d'améliorer la gestion des connaissances, non seulement par l'amélioration du système en ligne mais également par l'élaboration de documents techniques, le recensement et la réorganisation des connaissances existantes, ainsi que par l'amélioration des activités de sensibilisation et des communications. Les travaux menés dans le cadre du programme CAVAC visent à mieux intégrer l'autonomisation économique des femmes pour en améliorer la viabilité et les effets. Diverses visites d'études et d'échange, réunions de coordination avec les ministères du RGC, ateliers, études de cas portant sur l'autonomisation économique des femmes ainsi qu'une cartographie de l'intégration de l'autonomisation économique des femmes et de la prise en compte des questions liées au genre dans les programmes agricoles au Cambodge ont été réalisés dans le cadre du programme CAVAC. La conception des activités dans le cadre du programme CAVAC garantit l'intégration des personnes handicapées. Les systèmes d'irrigation et, en particulier, les canaux d'irrigation ont été conçus pour être accessibles à tous, y compris les femmes et les personnes handicapées. En outre, toutes les activités du programme tiennent compte de l'ensemble des bénéficiaires visés sans distinction quant à leur handicap. Cela concerne également la procédure de recrutement du personnel du programme CAVAC. Le programme CAVAC a contribué de manière significative à la lutte contre les changements climatiques dans ses activités grâce à la mise au point de systèmes d'irrigation et de drainage durables, aux travaux menés avec les partenaires clés pour promouvoir des variétés de riz résistantes à la sécheresse et aux inondations (Phka Mealdei), à l'utilisation efficace de la mécanisation, au nivellement des sols et à l'optimisation de l'utilisation des intrants agricoles (engrais et pesticides). Il est reconnu que le programme CAVAC possède une expertise technique et une crédibilité considérables pour ce qui est de concevoir et de mettre en place des mécanismes d'irrigation efficaces et durables au Cambodge, et le programme devrait passer à un modèle de partenariat afin d'atteindre un impact plus vaste, à l'échelle du secteur.</p>
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	CAVAC II: février 2016-décembre 2021
Site Web pour plus d'informations	http://dfat.gov.au/geo/cambodia/development-assistance/Pages/agriculture-rural-development-assistance-cambodia.aspx
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Amélioration de la productivité et de la viabilité des systèmes agricoles afghans dans des milieux pauvres en eau grâce à la recherche adaptative
Objectif ou objet	Faire bénéficier les communautés afghanes vivant dans des zones pauvres en eau d'une sécurité alimentaire améliorée et durable et d'une meilleure productivité agricole.
Organismes fournissant les incitations	Centre australien de recherche agronomique internationale et Département des affaires étrangères et du commerce
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT), le Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDIA) et le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage de l'Afghanistan (MAIL).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Financement public.
Implications financières	17,7 millions d'AUD
Domaine de technologie	Agriculture, élevage et développement rural
Catégorie de technologie	Autre (multiplication et amélioration de semences, production de semences, gestion des élevages, gestion du fourrage, gestion des bassins hydrographiques et pratiques agronomiques sur les terres sèches)
Résultats ou impact	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en circulation de variétés de maïs et de blé à plus haut rendement et résistantes aux maladies à l'intention des agriculteurs - Renforcement continu des capacités des scientifiques nationaux dans le domaine du développement des bassins hydrographiques à l'échelon local - Création de 6 sites de démonstration de bassins hydrographiques utilisant un mélange de structures de rétention de l'eau, d'arbres vivaces et de cultures fourragères - Démonstration de variétés améliorées dans 4 provinces - Démonstration de semis en ligne et mise en place d'une culture de blé nécessitant une préparation minimale du sol dans 3 centres - Établissement du phénotype et du génotype d'un millier de lignées de blé provenant de la banque de gènes d'Afghanistan - Identification et évaluation de 10 espèces fourragères prometteuses dans des exploitations agricoles - Élaboration de pratiques agronomiques améliorées afin d'accroître l'offre fourragère dans les systèmes de culture - Amélioration durable des rendements des cultures à apports hydriques limités dans certaines provinces et régions agroécologiques - Utilisation plus répandue des systèmes de culture et d'élevage grâce à des connaissances pertinentes et accessibles en matière d'agronomie pour les agriculteurs et les agricultrices - Acceptation des systèmes de renforcement des capacités pour les systèmes de gestion des bassins hydriques locaux.
Statut du programme ou du projet	Autre (le programme initial devait se finir en décembre 2016 mais il a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2018. Il a depuis été achevé).
Durée et calendrier	2012-2018
Site Web pour plus d'informations	www.aciar.gov.au/country/afghanistan
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Recherche sur les changements climatiques au moyen de techniques nucléaires isotopiques menée sous les auspices du Forum pour la coopération nucléaire en Asie (FNCA)
Objectif ou objet	Renforcer l'utilisation efficace, sûre et efficiente des techniques nucléaires isotopiques dans l'étude des changements climatiques dans les pays en développement de la région.
Organismes fournissant les incitations	Organisation australienne de la science et de la technologie nucléaires (ANSTO)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Le Forum pour la coopération nucléaire en Asie (FNCA) constitue un cadre de coopération dirigé par le Japon pour promouvoir l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire en Asie. La coopération consiste dans l'organisation de réunions et d'activités liées aux projets du FNCA auxquelles participent l'Australie, le Bangladesh, la Chine, la Corée, l'Indonésie, le Japon, le Kazakhstan, la Malaisie, la Mongolie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Fourniture de compétences spécialisées par l'ANSTO dans le domaine de l'analyse nucléaire isotopique; financement de la participation de fonctionnaires du Bangladesh à des ateliers régionaux.
Implications financières	Jusqu'à 50 000 AUD par an, partagés entre les 9 pays en développement membres du FNCA, y compris le Bangladesh.
Domaine de technologie	Application de techniques nucléaires isotopiques à l'étude des changements climatiques.
Catégorie de technologie	Autre (connaissances techniques des techniques nucléaires isotopiques applicables à l'étude des changements climatiques et à leur impact au moyen de formations et de collaboration dans le domaine de la recherche).
Résultats ou impact	Personnel qualifié ayant une compréhension technique et des compétences dans l'application des techniques nucléaires isotopiques à l'étude des changements climatiques et des processus des changements climatiques passés. Région Asie-Pacifique plus résiliente et adaptable à l'impact futur des changements climatiques.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2017-2020
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Le Programme d'accès aux marchés agricoles et horticoles du Pacifique (PHAMA) Plus (nouvelle phase, 2018-2022)
Objectif ou objet	En s'appuyant sur le succès du PHAMA, contribuer à l'amélioration de la croissance économique et des moyens de subsistance ruraux en augmentant les revenus et le chiffre d'affaire des groupes cibles.
Organismes fournissant les incitations	Département des affaires étrangères et du commerce (DFAT)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Gouvernements locaux du Pacifique, agriculteurs et entreprises locaux.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Îles Salomon; Vanuatu
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Financement public des interventions ciblées sur le marché et sur les produits de base pour stimuler les exportateurs/producteurs du secteur privé afin d'améliorer la qualité et de tirer parti des possibilités grâce à l'accès aux technologies, aux services et aux nouvelles pratiques, en se concentrant sur: - la facilitation des exportations et la demande; - l'accès aux marchés d'exportation; et - la qualité et l'approvisionnement de produits d'exportation.
Implications financières	28 millions d'AUD (sont inclus d'autres pays insulaires du Pacifique non PMA)
Domaine de technologie	Mesures sanitaires et phytosanitaires.
Catégorie de technologie	Autre (connaissances, compétences, services et technologies qui soutiennent un meilleur accès aux marchés d'exportation cibles, comme: - comment répondre aux prescriptions en matière de conformité; - comment élaborer des systèmes de qualité/risque/traçabilité/assurance; - comment réaliser une analyse de la faisabilité; - améliorer les systèmes d'hygiène des conteneurs en mer; - comment soutenir le développement et la certification du système HACCP et des autres systèmes d'accréditation pertinents; - soutenir la coordination de l'industrie; - comment développer des relations avec les acheteurs internationaux; et - comment développer et diffuser des documents et des manuels sur la biosécurité).
Résultats ou impact	1. Les producteurs et les exportateurs utilisent un accès aux marchés établi et nouveau pour les produits du Pacifique; 2. les exportateurs, transformateurs et producteurs, hommes et femmes, adoptent des innovations qui améliorent la qualité et la productivité pour leurs produits d'exportation; et 3. les membres du personnel, (tant les hommes que les femmes) des autorités du Pacifique chargées de la biosécurité sont plus à même de s'acquitter de leurs fonctions en matière de facilitation de l'accès aux marchés. Un volume supplémentaire de 95 tm de ventes de cacao en provenance du Vanuatu et des Îles Salomon (cela inclut les chiffres pour la Papouasie-Nouvelle Guinée) sur les marchés internationaux a entraîné un chiffre d'affaire de 110 250 AUD. Dans les Îles Salomon, les exportateurs et les agriculteurs gagnent une prime d'environ 1 AUD et 2 AUD/kg. Quatre-vingt-seize foyers bénéficient d'une hausse supplémentaire des revenus (à titre indicatif pour le cacao et le kava).
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2022
Site Web pour plus d'informations	http://phama.com.au/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Programme pour l'accroissement de l'innovation d'avant-garde (Scaling Frontier Innovation Program (SFI))
Objectif ou objet	Fournir un appui à l'écosystème de l'entrepreneuriat à vocation sociale dans la région Asie-Pacifique en comblant 2 lacunes principales: l'insuffisance de l'accès à des formes appropriées de capital et l'insuffisance de l'accès à des services d'incubation et d'accélération de qualité. Le SFI aide les entreprises novatrices à vocation sociale à accroître leur impact sur le développement et à contribuer aux Objectifs de développement durable (ODD) au moyen de 4 composantes complémentaires: Innovateurs d'avant-garde (Frontier Innovators): aide financière et formation de base destinées aux entrepreneurs novateurs à vocation sociale. Incubateurs d'avant-garde (Frontier Incubators): renforcement de la capacité des incubateurs et des accélérateurs en vue de fournir des services de haut niveau aux jeunes entreprises novatrices à vocation sociale et aux entreprises axées sur la croissance. Courtiers d'avant-garde (Frontier Brokers): établissement actif de correspondances entre les entrepreneurs à vocation sociale et les types de capitaux appropriés. Financement d'avant-garde (Frontier Catalyse): canalisation des formes de capitaux plus appropriées en faveur des entreprises novatrices à vocation sociale.
Organismes fournissant les incitations Entreprises ou institutions remplissant les conditions requis dans les pays Membres développés	Département des affaires étrangères et du commerce - Entreprises novatrices à vocation sociale; - incubateurs et accélérateurs à vocation sociale; - fonds d'investissement et gestionnaires de fonds; - courtiers en capital; - experts mondiaux et conseillers en matière de bonnes pratiques dans le domaine de l'accélération de l'entrepreneuriat à vocation sociale et de l'investissement d'impact qui prend en compte la question de l'égalité des sexes.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh; Cambodge; Myanmar; Népal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	- Financement de bourses; accès au renforcement des capacités et à des compétences techniques spécialisées; et - accès à des réseaux mondiaux d'entrepreneurs à vocation sociale, d'investisseurs et d'organisations.
Implications financières	15 millions d'AUD
Domaine de technologie	Multiples domaines, y compris, mais pas exclusivement, la santé, l'éducation, les énergies propres, l'agriculture, les services financiers, la fourniture de services d'incubation et d'accélération
Catégorie de technologie	Autres (- connaissances, compétences, expertise, - accès aux réseaux et aux investisseurs dans le monde entier)
Résultats ou impact	- Amélioration de la capacité des entreprises à vocation sociale de la région Asie-Pacifique à accroître leur impact sur le développement. - Renforcement de l'écosystème en vue d'accroître plus de capitaux du secteur privé disponibles pour les entreprises à vocation sociale dans la région Asie-Pacifique. - Sensibilisation accrue sur l'entrepreneuriat à vocation sociale et sur les mécanismes d'investissement d'impact pour atteindre des résultats sur le plan du développement - Le Programme SFI contribue à la réduction durable de la pauvreté dans la région Asie-Pacifique en accroissant l'impact des entreprises à vocation sociale sur le développement. - Le Programme SFI exerce une influence sur la fourniture d'aide dans la région Asie-Pacifique en démontrant l'efficacité des nouvelles approches fondées sur le marché pour parvenir à l'impact souhaité sur le développement. Les mesures ci-après ont été prises en 2018-2019 pour atteindre ces résultats: Le Programme SFI a appuyé 14 entreprises novatrices à vocation sociale de 9 pays de la région indo-pacifique, avec un don de 100 000 AUD et un soutien technique pour leur permettre de croître ainsi que d'amplifier et d'accélérer leur impact. Exemples: 1. Le Programme SFI a soutenu une entreprise à vocation sociale au Cambodge, qui fabrique et distribue des biodigesteurs (qui convertissent les déchets agricoles et ménagers en engrais biologique et en gaz renouvelable pour cuisiner). Le soutien était axé sur la mesure de l'impact, la stratégie de croissance et les connexions aux investisseurs à impact. Le soutien a permis une formulation claire de l'impact des biodigesteurs en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et

Intitulé du projet/programme	Programme pour l'accroissement de l'innovation d'avant-garde (Scaling Frontier Innovation Program (SFI))
	<p>d'économies financières pour les ménages. L'entreprise s'étend actuellement au Cambodge et a des plans spécifiques d'expansion au Bangladesh et aux Fidji. Elle est parvenue à mobiliser du capital privé d'impact pour financer son expansion. 2. Une entreprise à vocation sociale située au Myanmar a reçu un soutien en matière de mesure de l'impact et de communication stratégique pour développer ses activités, qui consistent à créer des applications logicielles pour traiter la santé et le bien-être des mères, des enfants et des jeunes filles. L'entreprise a mené une analyse du rendement de l'investissement sur le plan social, a changé sa stratégie de commercialisation numérique afin de communiquer son impact et ses expériences intéressantes sur le plan humain à ses parties prenantes. Elle est sur la bonne voie pour inclure des paiements en espèces du gouvernement aux nouvelles mères par le biais de son logiciel. 3. Une entreprise du Vanuatu, qui produit des articles d'hygiène féminine écologiques réutilisables, a reçu un soutien pour s'inscrire sur le Registre des entreprises et pour préparer sa nouvelle entreprise au niveau fonctionnel et administratif. 4. Une entreprise au Népal qui fournit des services dans le domaine des systèmes d'irrigation par pompage solaire, des miniréseaux solaires et des systèmes commerciaux autonomes, a reçu une aide en matière de mesure de l'impact et de stratégie commerciale générale. Des programmes de renforcement des capacités ont été effectués par 22 organisations dans des domaines tels que la stratégie commerciale, la stratégie de croissance, les ressources humaines, les opérations commerciales, la mesure de l'impact et la communication stratégique. - En outre, des transferts de connaissances et un apprentissage entre pairs ont été facilités entre les entreprises ayant bénéficié d'un appui, ce qui a débouché sur un nouveau projet conjoint entre 2 de ces entreprises. - Le Programme SFI a également mis en œuvre des programmes de renforcement des capacités auprès de 19 organisations en fournissant des services d'incubation et d'accélération à des entreprises à vocation sociale. Le renforcement des capacités comprenait des activités de transfert des connaissances, des compétences et des connaissances techniques à partir d'un réseau de 12 chefs de file et fournisseurs de conseils en matière de bonnes pratiques dans le domaine des services d'incubation/d'accélération. Ces activités sont en cours et les résultats seront disponibles en 2020. Quatre expériences ont été menées pour tester des moyens de mieux répondre aux besoins en capital des entreprises à vocation sociale en utilisant des instruments financiers innovants, y compris des garanties de prêts bancaires et du capital institutionnel mobilisé par le biais de "notes" (un type de bon d'obligation). Ces expériences mobilisent un investissement philanthropique, institutionnel, sous forme d'emprunt local et de fonds propres, et elles sont en train de mettre en place des instruments pour répondre aux besoins spécifiques des entrepreneurs à vocation sociale en cours de démarrage sur le nouveau marché.</p>
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Janvier 2016-juin 2021
Site Web pour plus d'informations	https://ixc.dfat.gov.au/projects/scaling-frontier-innovation/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Projet de Réseau régional de diagnostic de l'ASEAN
Objectif ou objet	Renforcer les capacités des pays de l'ASEAN d'identifier les parasites et les maladies des végétaux, promouvoir la mise en réseau régionale des capacités de diagnostic et favoriser l'adoption de nouvelles techniques de diagnostic.
Organismes fournissant les incitations	Département de l'agriculture et des ressources en eau
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Organisation de recherche scientifique industrielle du Commonwealth (CSIRO); Département de l'agriculture et de la pêche du Queensland; Département du développement économique, de l'emploi, des transports et des ressources de l'État de Victoria; Australian Museum.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Cambodge, Myanmar et République démocratique populaire lao
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Financement dans le cadre du Programme de coopération économique (ECWP) de l'Accord établissant la zone de libre-échange ASEAN-Australie-Nouvelle-Zélande (AANZFTA).
Implications financières	854 513 AUD pour la période octobre 2018-octobre 2019
Domaine de technologie	Sécurité alimentaire et productivité agricole.
Catégorie de technologie	Autre (association d'un transfert de compétences et de connaissances au moyen d'ateliers et de cours de formation spécialisée sur les diagnostics des parasites et maladies des végétaux, ainsi que d'achat de matériel, notamment de matériel de microscopie à distance et d'imagerie numérique).
Résultats ou impact	Amélioration des compétences des spécialistes de l'identification et du diagnostic en matière de parasites et de maladies des végétaux qui exercent en première ligne, et développement de ressources peu coûteuses pour les diagnostics. Développement et mise en place du Réseau régional de diagnostic de l'ASEAN. Mise en réseau des capacités de diagnostic afin d'assurer la crédibilité des listes nationales de parasites requises par les pays de l'ASEAN en vue d'accéder aux marchés internationaux et de mettre au point une approche fondée sur les risques de la politique en matière de quarantaine. Le renforcement des capacités de diagnostic devrait contribuer à lever les obstacles SPS au commerce injustifiés au sein de la zone AANZFTA. Les activités liées à la préservation des végétaux financées par le programme de coopération économique de l'AANZFTA ont été les suivantes: - activités de formation au diagnostic concernant les ascomycètes, les lépidoptères immatures et le cotton leafroll dwarf virus (virus nanisant de l'enroulement du coton), à l'identification des mauvaises herbes et l'évaluation des risques, à l'extraction d'ADN et au codage à barres, à l'imagerie numérique et aux mouches; et - études sur les nématodes au Cambodge et en RDP lao. Le matériel (par exemple microscopes, caméras numériques, consommables de laboratoire, produits chimiques, kits d'extraction, matériel d'enquête, ouvrages spécialisés, etc.) a été acheté en lien avec les activités de formation et des technologies de microscopie à distance ont été déployées.
Statut du programme ou du projet	Achevé
Durée et calendrier	Jusqu'en octobre 2019
Site Web pour plus d'informations	www.ardn.info
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Programme de métrologie Asie-Pacifique (APMP) et Forum de métrologie légale Asie-Pacifique (APLMF)
Objectif ou objet	Le Programme de métrologie Asie-Pacifique (APMP) et le Forum de métrologie légale Asie-Pacifique (APLMF) sont les 2 principaux organismes régionaux dans le domaine de la métrologie. Ils visent à renforcer l'infrastructure métrologique régionale, en particulier les capacités de mesure scientifique et les cadres juridiques de la métrologie. Ce faisant, ils contribuent à assurer une solide infrastructure régionale en matière de mesure qui soutient la réduction des obstacles techniques au commerce et aide à assurer la qualité des importations en Australie et à faciliter le commerce dans la région.
Organismes fournissant les incitations	Département de l'industrie, de l'innovation et de la science, par l'intermédiaire de l'Institut national de mesure (NMI), ainsi que des instituts spécialisés responsables des normes relatives aux radiations ionisantes (Organisation australienne de la science et de la technologie nucléaires et Agence australienne de radioprotection et de sécurité nucléaire). L'Institut national de mesure représente officiellement l'Australie dans le cadre de ces programmes.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Instituts nationaux de métrologie, instituts spécialisés au sein des systèmes nationaux de mesure et autorités de métrologie légale nationales.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh; Cambodge; Myanmar; Népal; et RDP lao
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Cours de formation technique visant à développer les capacités métrologiques scientifiques et juridiques, cours de formation en matière de gestion et d'aptitude à diriger. Soutien à la participation à des programmes de comparaison de mesures internationaux et régionaux visant à valider les capacités des membres. On dénombre parmi les mesures d'incitation des cours de formation et des cours de formation en détachement, des ateliers et des séminaires.
Implications financières	Les activités ont été financées par l'intermédiaire de divers organismes officiels et instances internationales, y compris le Département des affaires étrangères et du commerce, l'APMP, l'APEC, la Banque mondiale et l'Institut national de métrologie allemand (PTB). L'INM ne bénéficie d'aucun financement pour entreprendre ces activités mais reçoit un soutien en nature.
Domaine de technologie	Métrologie scientifique et juridique. Les secteurs dans lesquels la priorité est accordée au renforcement des capacités de mesure sont par exemple l'assainissement de l'eau, la santé, l'environnement, la sécurité sanitaire des produits alimentaires et l'énergie.
Catégorie de technologie	Autre (Connaissances spécialisées en métrologie (renforcement des capacités dans le domaine de la métrologie scientifique et juridique), planification stratégique, engagement et capacités de gestion/aptitude à diriger des parties prenantes et matériel visant à soutenir la métrologie légale).
Résultats ou impact	Les résultats escomptés sont par exemple la production de biens et de services fondés sur des capacités de mesure internationalement reconnues et l'établissement de cadres réglementaires harmonisés internationalement au sein des économies concernées et de la communauté internationale, y compris l'Australie. Parmi les activités visant les PMA énumérés qui ont été menées au cours de la période considérée, on dénombre des cours de formation, des ateliers et des séminaires portant sur la métrologie scientifique et juridique. Nombre de ces activités sont prévues en marge des réunions de l'APMP et de l'APMLF. L'harmonisation et la reconnaissance internationale de l'infrastructure et des capacités en matière de métrologie contribuent à protéger le consommateur (biens et services sûrs et fiables) et réduisent les obstacles techniques au commerce. Il en résulte un environnement régional plus solide pour le commerce et les activités de collaboration et un renforcement des capacités scientifiques et technologiques régionales.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	L'APMP a été créé en 1977. L'Australie y a adhéré en 1980 et y a joué un rôle non seulement actif, mais qui plus est moteur, notamment en tant que Présidente de l'APMP, le plus récemment en 2016. L'Australie est un

Intitulé du projet/programme	Programme de métrologie Asie-Pacifique (APMP) et Forum de métrologie légale Asie-Pacifique (APLMF)
	des membres fondateurs de l'APLMF, elle en a assumé la présidence entre 1994 et 2002 et elle y demeure activement engagée, en particulier en matière de transfert de technologies. En décembre 2018, le NMI a pris la présidence du Comité des pays en développement de l'APMP pour un mandat de 3 ans.
Site Web pour plus d'informations Point de contact chargé de communiquer des renseignements	www.apmpweb.org/ et www.aplmf.org

Intitulé du projet/programme	Global Green Growth Institute (GGGI)
Objectif ou objet	Le GGGI est une organisation internationale qui s'emploie à veiller à un changement catalytique, systématique et de long terme en faveur d'une croissance verte dans les pays en développement et les pays émergents, y compris les PMA. Le GGGI s'acquitte de cette tâche en collaborant avec des pays en développement et des pays émergents afin de concevoir et de fournir des programmes et services qui montrent de nouvelles voies vers une croissance verte, notamment en renforçant les capacités institutionnelles et en élaborant une politique de croissance verte, en consolidant l'apprentissage par les pairs et la diffusion de connaissances et en engageant des échanges avec les investisseurs privés et les donateurs publics.
Organisme fournissant les incitations	Département des affaires étrangères et du commerce
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Diverses. Voir http://gggi.org/partners/
Membre(s) bénéficiaire(s)	Angola; Burkina Faso; Cambodge; Madagascar; Mozambique, Myanmar; Népal; Ouganda; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Togo; Vanuatu; Zambie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Renforcement des capacités institutionnelles en vue de prévoir et mettre en œuvre des initiatives de croissance verte; et mise au point de moyens de financement nationaux qui permettront de lever des fonds pour les technologies et les initiatives de croissance verte.
Implications financières	49 millions d'AUD sur la période 2012-2019
Domaine de technologie	Technologies propres, technologies des énergies renouvelables, efficacité énergétique, développement urbain et efficacité hydrique, et atténuation des changements climatiques par les terres/les forêts et gestion de ces dernières.
Catégorie de technologie	Autre (Connaissances sous forme de services consultatifs sur les politiques, les règlements, le transfert de technologie et les nouvelles possibilités commerciales pour atteindre les objectifs de croissance verte.)
Résultats ou impact	Le modèle opérationnel du GGGI englobe le personnel technique dans les ministères gouvernementaux des pays en développement. En devenant un conseiller de confiance auprès des pouvoirs publics, le GGGI noue d'étroites relations de travail avec les gouvernements des pays pour contribuer au transfert des connaissances et des conseils sur la croissance verte, y compris le transfert de technologie. Le GGGI a, par exemple, élaboré des plans et réalisé des études de pré faisabilité pour le transfert de technologies innovantes au niveau national, entrepris des activités de renforcement des capacités, aidé à élaborer des projets et des activités technologiques pour accéder au financement et mené des activités de diffusion des connaissances sur les cadres de politique et les cadres institutionnels propices à l'innovation technologique.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2012-2019
Site Web pour plus d'informations	www.gggi.org
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Fonds vert pour le climat (GCF)
Objectif ou objet	Le GCF est le fonds international le plus important du monde dans le domaine de l'aide des pays en développement dans la lutte contre les changements climatiques. En vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tous les pays en développement ont le droit de déposer une demande d'obtention de ressources auprès du GCF pour les aider à réduire leurs émissions et à s'adapter aux conséquences inévitables des changements climatiques. Les investissements du GCF visent à obtenir les meilleurs résultats possibles dans les pays en développement en soutenant les profonds changements occasionnés par l'atténuation et par l'adaptation. À terme, le Fonds vise à une répartition équilibrée 50/50 entre les investissements consacrés à l'atténuation et ceux consacrés à l'adaptation. Il vise en outre à affecter au minimum 50% des fonds destinés à l'adaptation aux pays particulièrement vulnérables, notamment aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays d'Afrique.
Organisme fournissant les incitations Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	En juin 2019, le GCF avait accrédité 84 entités pour mettre à exécution ses projets et programmes. Il s'agissait d'entités d'accès direct et des entités internationales accréditées. Les entités d'accès direct comprennent les organisations régionales, nationales ou sous-nationales du secteur public ou privé qui sont nommées par leur autorité nationale désignée pour accéder au Fonds et qui sont approuvées par le Conseil. Les entités internationales accréditées sont des entités comme les banques de développement multilatérales et les organismes des Nations Unies. Elles n'ont pas besoin d'être nommées par les autorités nationales désignées et sont approuvées par le Conseil.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan; Angola; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodge; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Maldives; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République du Congo; République démocratique populaire du Lao; Rwanda; Samoa; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Togo; Vanuatu; Yémen; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s) Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Renforcement des capacités institutionnelles pour prévoir et mettre en œuvre des technologies liées aux changements climatiques. Octroi de subventions, de prêts à des conditions libérales et de garanties et participation au capital pour soutenir les technologies liées aux changements climatiques et en réduire les risques.
Implications financières	L'Australie a versé 200 millions d'AUD au FVC entre 2015 et 2018.
Domaine de technologie	Énergie renouvelable, efficacité énergétique, bâtiments, transport, occupation des sols et agriculture, déforestation, infrastructure.
Catégorie de technologie	Autre (renforcement des connaissances et des capacités techniques liées aux énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique et à l'agriculture).
Résultats ou impact	Aider les pays en développement à limiter ou réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux conséquences négatives des changements climatiques.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	En cours
Site Web pour plus d'informations	http://www.greenclimate.fund/home
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Accord régional de coopération sur l'amélioration des services de physique médicale en perfectionnant les normes, l'enseignement et la formation par la coopération régionale
Objectif ou objet	Ce projet vise à améliorer les soins de santé apportés aux patients dans la région par l'utilisation d'un traitement par radiothérapie approprié, efficace et sûr, en faisant appel à des physiciens médicaux compétents.
Organismes fournissant les incitations	L'hôpital de Canberra dirige le projet et est épaulé par les professionnels de l'Australasian College of Physical Scientists & Engineers in Medicine (Collège australasien des physiciens et des ingénieurs en médecine). L'Organisation australienne de la science et de la technologie nucléaires (ANSTO) fournit des conseils d'orientation et un appui administratif au chef de projet.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Le projet est exécuté sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le cadre de l'Accord régional de coopération sur le développement, la recherche et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires pour l'Asie et le Pacifique (RCA). Le RCA est un accord intergouvernemental entre 22 États d'Asie et du Pacifique membres de l'AIEA qui contribue à transférer les technologies et les connaissances spécialisées dans le domaine du nucléaire à des fins pacifiques aux pays en développement dans toute la région.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh, Cambodge, Népal et République démocratique populaire lao.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Transmission de connaissances spécialisées par des physiciens médicaux de haut niveau de l'hôpital de Canberra et de l'Australasian College of Physical Scientists & Engineers in Medicine. Les connaissances spécialisées sont transmises dans le cadre d'une série de réunions techniques et de missions d'experts dans le pays en développement membre au cours du projet.
Implications financières	9 000 AUD sous forme de contributions en nature au projet de la part des organismes australiens dans le cadre de leur participation à la première réunion de coordination du projet et à plusieurs missions d'experts dans d'autres pays parties au RCA. Il n'y a pas eu de répartition directe du financement.
Domaine de technologie	Connaissances techniques sur l'application sûre des techniques nucléaires dans les établissements de soins de santé et méthode de transmission de ces connaissances techniques.
Catégorie de technologie	Autre (Utilisation sûre et efficace de la technologie nucléaire dans le secteur des soins de santé dans la région Asie-Pacifique.)
Résultats ou impact	Accroissement des capacités en matière de traitement du cancer et d'imagerie médicale dans les pays participants; introduction efficace de techniques avancées de traitement et d'imagerie médicale; sécurisation, amélioration et modernisation des pratiques opératoires et des normes techniques en ce qui concerne la physique médicale.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2021
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Accord régional de coopération sur l'évaluation et l'amélioration de la qualité des sols et de l'eau pour réduire au minimum la dégradation des sols et améliorer la productivité des cultures grâce aux techniques nucléaires
Objectif ou objet	Ce projet vise à renforcer la capacité des pays de la région Asie-Pacifique d'utiliser des techniques nucléaires pour mettre en œuvre les meilleures pratiques agricoles afin de réduire au minimum la dégradation des sols et d'améliorer la productivité des cultures.
Organismes fournissant les incitations	Le projet est dirigé par la Macquarie University, à Sydney. Sa mise en œuvre et son administration sont appuyées par le personnel de l'ANSTO.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Le projet est exécuté sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le cadre de l'Accord régional de coopération sur le développement, la recherche et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires pour l'Asie et le Pacifique (RCA). Le RCA est un accord intergouvernemental entre 22 États d'Asie et du Pacifique membres de l'AIEA qui contribue à transférer les technologies et les connaissances spécialisées dans le domaine du nucléaire à des fins pacifiques aux pays en développement dans toute la région.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh; Cambodge; Népal; et République démocratique populaire lao.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Fourniture de connaissances spécialisées par le personnel de la Macquarie University et de l'ANSTO. Les connaissances spécialisées sont transmises dans le cadre d'une série de cours de formation techniques, de réunions de coordination, d'ateliers et de missions d'experts dans le pays en développement membre au cours du projet.
Implications financières	41 000 AUD sous forme de contributions en nature au projet de la part des organismes australiens dans le cadre de leur participation à la première réunion de coordination du projet. Il n'y a pas eu de répartition directe du financement.
Domaine de technologie	Utilisation sûre et efficace de la technologie nucléaire dans le secteur agricole dans la région Asie-Pacifique.
Catégorie de technologie	Autre (connaissances techniques sur l'application sûre, efficace et efficiente des techniques nucléaires et isotopiques dans le cadre de l'examen de la dégradation des sols et de ses conséquences sur la productivité des cultures).
Résultats ou impact	Mise en place de pratiques d'atténuation visant à réduire la dégradation des sols et, par là, à augmenter le rendement des cultures dans la région Asie-Pacifique.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018-2021
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Accord régional de coopération sur l'évaluation de la vulnérabilité des zones et des écosystèmes côtiers face à l'élévation du niveau de la mer et au changement climatique
Objectif ou objet	Ce projet vise à renforcer la capacité des pays côtiers de la région Asie-Pacifique à utiliser des techniques nucléaires pour évaluer la vulnérabilité et la résilience des zones côtières face au changement climatique au XXI ^e siècle.
Organismes fournissant les incitations	Le projet est dirigé par l'Université de Wollongong. Sa mise en œuvre et son administration sont appuyées par le personnel de l'ANSTO.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Le projet est exécuté sous les auspices de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le cadre de l'Accord régional de coopération sur le développement, la recherche et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires pour l'Asie et le Pacifique (RCA). Le RCA est un accord intergouvernemental entre 22 États d'Asie et du Pacifique membres de l'AIEA qui contribue à transférer les technologies et les connaissances spécialisées dans le domaine du nucléaire à des fins pacifiques aux pays en développement dans toute la région.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh; Cambodge; Myanmar; et Népal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Fourniture de connaissances spécialisées par le personnel de l'Université de Wollongong et de l'ANSTO. Les connaissances spécialisées sont transmises dans le cadre d'une série de cours de formation techniques, de réunions de coordination, d'ateliers et de missions d'experts dans le pays en développement membre au cours du projet.
Implications financières	13 200 AUD sous forme de contributions en nature au projet de la part des organismes australiens dans le cadre de leur participation à la première réunion de coordination du projet. Il n'y a pas eu de répartition directe du financement.
Domaine de technologie	Utilisation sûre et efficace de la technologie nucléaire dans l'environnement marin, terrestre et côtier dans la région Asie-Pacifique.
Catégorie de technologie	Autre (connaissances techniques sur l'application sûre, efficace et efficiente des techniques nucléaires et isotopiques aux sédiments marins et côtiers).
Résultats ou impact	L'amélioration des compétences techniques et le renforcement des capacités aideront à définir des solutions d'adaptation qui amélioreront la résilience le long de la côte ainsi que la fourniture de services en lien avec l'écosystème.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019-2022
Site Web pour plus d'informations	

Intitulé du projet/programme	Projet Accessible Book Consortium (ABC) de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
Objectif ou objet	Le projet ABC facilite l'échange transfrontières de fichiers électroniques protégés par le droit d'auteur, pour les ouvrages en formats accessibles, entre les bibliothèques nationales et les institutions caritatives (intermédiaires de confiance) au profit des personnes atteintes de cécité, de déficience visuelle et ayant des difficultés de lecture des textes imprimés.
Organismes fournissant les incitations	Département des affaires étrangères et du commerce
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	IP Australia
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Financement fourni à l'OMPI dans le cadre du Fonds fiduciaire de l'Australie pour la propriété intellectuelle avec l'OMPI
Implications financières	Total: 330 630 AUD, répartis comme suit: 74 326 AUD alloués au Bangladesh; 256 304 AUD alloués à l'Indonésie, à la Mongolie et au Viet Nam.
Domaine de technologie	Cours de formation visant à aider les personnes atteintes de déficience visuelle dans l'enseignement supérieur
Catégorie de technologie	Autre (Cours de formation sur la production d'ouvrages accessibles, sur l'utilisation du système de livres parlants DAISY et de dispositifs Android fournis aux étudiants atteints de déficience visuelle.)
Résultats ou impact	Les organisations non gouvernementales (ONG), le Ministère de l'éducation et les éditeurs commerciaux reçoivent les connaissances techniques nécessaires pour produire des ouvrages accessibles et convertir les ouvrages scolaires existants aux formats accessibles. Bangladesh: Les étudiants de l'enseignement secondaire général, de l'enseignement secondaire supérieur et des universités atteints de déficience visuelle ont été recensés et 170 ouvrages scolaires ont été produits en formats accessibles pour les aider dans leurs études. Cent appareils de lecture ont été achetés et distribués aux bénéficiaires atteints de déficience visuelle. Une formation pour apprendre à utiliser les appareils sous Android afin d'accéder aux ouvrages et de les lire sous format accessible sera dispensée à un total de 200 étudiant atteints de déficience visuelle.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Bangladesh: mai 2019 – en cours
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Programme de fonds fiduciaire de l'OMPI: utiliser la propriété intellectuelle pour faciliter le transfert de technologies/connaissances
Objectif ou objet	Comblent les lacunes des systèmes de propriété intellectuelle des PMA de la région Asie-Pacifique, améliorer certains aspects de l'administration de la propriété intellectuelle et contribuer au transfert de connaissances des pays développés vers les PMA.
Organismes fournissant les incitations	Département des affaires étrangères et du commerce
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	IP Australia
Membre(s) bénéficiaire(s)	Cambodge; Vanuatu
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Financement apporté à l'OMPI dans le cadre du Fonds fiduciaire de l'Australie pour l'OMPI.
Implications financières	156 306 AUD, répartis comme suit: 83 335 AUD alloués pour soutenir le rôle des femmes dans la commercialisation de la propriété intellectuelle au Cambodge (ainsi qu'en Indonésie, aux Philippines, au Sri Lanka et au Viet Nam); 72 971 AUD alloués à un atelier de formation sur l'administration de la propriété intellectuelle et des services en ligne pour le Vanuatu (ainsi que pour la Papouasie-Nouvelle Guinée, le Samoa et les Tonga).
Domaine de technologie	Propriété intellectuelle
Catégorie de technologie	Autre (Connaissances et compétences suivantes: – Assistance au Cambodge pour renforcer les connaissances sur la commercialisation de la propriété intellectuelle, et en particulier sur le rôle des femmes dans l'innovation. – Assistance au Vanuatu pour comprendre les outils et les services généraux de l'OMPI disponibles pour soutenir les offices de propriété intellectuelle).
Résultats ou impact	Les activités mentionnées ci-dessus ont produit un ensemble de résultats et peuvent continuer d'en produire, par exemple: – mise en place d'un réseau de femmes impliquées dans l'innovation dans la région Asie-Pacifique; – élaboration d'une liste de recommandations et de mesures pour aider à combler les inégalités entre les sexes dans le domaine de la propriété intellectuelle; – création et mise en place d'un portail pour une base de données pour les pays insulaires du Pacifique. L'impact des activités susmentionnées comprend: – le renforcement et l'augmentation des connaissances existantes sur le rôle des femmes dans la commercialisation de la propriété intellectuelle; – l'amélioration des capacités des offices de propriété intellectuelle dans la région du Pacifique.
Statut du programme ou du projet	Achevé
Durée et calendrier	Les activités susmentionnées ont été achevées en octobre 2018 (Cambodge) et en mars 2019 (Vanuatu).
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	LAUNCH Food
Objectif ou objet	Le Programme LAUNCH Food est un mécanisme visant à trouver, à soutenir et à reproduire à plus grand échelle les innovations afin d'aider à améliorer les résultats en matière de nutrition en permettant aux populations de faire des choix sains en matière d'alimentation dans la région indo-pacifique. Le processus d'accélération a permis de mettre en œuvre 12 projets pilotes innovants.
Organismes fournissant les incitations	Département des affaires étrangères et du commerce (DFAT)
Entreprises remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Universités; gouvernements nationaux; institutions de recherche; organisations régionales; organisations non gouvernementales.
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Financement public
Implications financières	6 millions d'AUD
Domaine de technologie	Agriculture, technologies alimentaires
Catégorie de technologie	Autre (recherche et technologies agroalimentaires).
Résultats ou impact	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre à l'essai un processus d'innovation axé sur le réseau et créer une coalition à l'échelle mondiale des acteurs pour proposer et accélérer des innovations susceptibles d'avoir un effet de transformation sur le plan du développement; - créer une plate-forme pour développer de nouveaux partenariats afin de soutenir le DFAT et ses partenaires en vue d'améliorer les résultats en termes de santé grâce à une meilleure consommation alimentaire, en particulier dans la région indo-pacifique; - mieux comprendre (à la fois au niveau mondial et plus spécifiquement en Australie) ce défi en matière de développement et les questions qu'il suppose, en ouvrant de nouvelles possibilités de changement, en particulier dans la région indopacifique; - mobiliser des investissements supplémentaires auprès de nouveaux partenaires dans ce domaine de développement important. Le Food Wall est un jardin compact, efficace du point de vue de la consommation d'eau et à haut rendement conçu et fabriqué à Melbourne (Australie). Depuis juillet 2018, 50 systèmes modulaires de cultures vivrières à Tuvalu ont produit plus d'une tonne de fruits et légumes frais en utilisant du compost local et de l'eau de pluie naturellement disponible. Cette production a profité à plus de 2 000 personnes dans des hôpitaux, des universités, des écoles et des ménages. Le nouveau cycle de Food Wall – intitulé "FoodCube" – est en cours de mise en œuvre et cherche à rendre le système plus efficace. Le projet pilote de cette nouvelle technologie aidera le DFAT à prendre une décision concernant la poursuite d'un projet pilote à Kiribati avec le Département de l'agriculture.
Statut du programme ou du projet	Achévé
Durée et calendrier	Mai 2017-décembre2019
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Partenariat de l'Australie pour l'eau
Objectif ou objet	Le Partenariat de l'Australie pour l'eau (AWP), mis en place en 2015 dans le cadre du programme d'aide australien, a été conçu pour répondre aux besoins en matière de gestion de l'eau des pays en développement dans la région indopacifique et ailleurs, en particulier sur les sujets où l'Australie possède des connaissances techniques spécialisées rares dans le reste du monde. L'orientation stratégique de l'AWP vise à améliorer le partage de connaissances, d'outils, d'expérience et d'expertise dans le domaine de la gestion durable des ressources en eau avec les pays en développement.
Organismes fournissant les incitations	Département des affaires étrangères et du commerce
Entreprises remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Organisations australiennes publiques et privées dans le secteur de l'eau et du développement, y compris les départements et les autorités publiques, fournisseurs de services et de technologies en lien avec l'eau, universités et instituts de recherche, associations sectorielles et ONG, et consultants. Exemples d'organisations australiennes partenaires impliquées dans les activités menées dans des PMA dans le cadre de l'AWP: Bureau de la météorologie; Geoscience Australia; WaterAid; Centre international de l'eau; et Hunter H2O.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Cambodge; Myanmar; République démocratique populaire lao
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Financement public de l'assistance technique nourrie par la demande pour les activités en lien avec la gestion durable des ressources en eau. Cela inclut les recherches et les formations sur les outils et les modèles, la politique nationale et l'aide stratégique, le renforcement des capacités, les échanges entre pairs, et les voyages d'études.
Implications financières	13,1 millions d'AUD investis pour financer l'AWP sur l'exercice 2018/19, dont environ 5,8 millions d'AUD sont consacrés aux activités menées dans des PMA.
Domaine de technologie	Secteur de l'eau et du développement
Catégorie de technologie	Autre (outils, connaissances et compétences).
Résultats ou impact	Voici une liste d'exemples d'activités menées dans le cadre de l'AWP au Cambodge, au Myanmar, dans la RDP lao et dans la région Pacifique, avec leurs résultats escomptés en matière de transfert de technologies: améliorations du Mécanisme régional de coopération pour le suivi et l'alerte rapide relatifs aux sécheresses de la CESAP: tableau de bord interactif permettant de communiquer les indicateurs relatifs à la sécheresse et à la disponibilité en eau au Cambodge. Le tableau de bord s'appuie sur le Mécanisme régional relatif aux sécheresses de la CESAP en y ajoutant les mesures hydrologiques relatives à la sécheresse, créées en intégrant trois outils australiens relatifs à l'eau. Traduction, diffusion et lancement du livre "Hydrogeology of the Dry Zone, Central Myanmar" ("Hydrologie des zones sèches de la région centrale du Myanmar"). Le Département de l'irrigation, de l'utilisation et de la gestion de l'eau du gouvernement du Myanmar a demandé une aide de l'Australie pour traduire, mettre en forme, et imprimer une version birmane du livre "Hydrogeology of the Dry Zone, Central Myanmar" ("Hydrologie des zones sèches de la région centrale du Myanmar"). Ce projet offre un accès public aux résultats et aux conclusions du livre en élargissant la diffusion des versions anglaise et birmane. Mise en place d'un cadre de flux environnementaux pour la politique générale du bassin de l'Ayeyarwady et procédure pour l'adoption de flux environnementaux d'eau dans le bassin de l'Ayeyarwady au Myanmar. Le Programme des jeunes professionnels de l'eau du Myanmar: améliorer les compétences des jeunes professionnels du secteur en introduisant des disciplines, des renseignements et des approches qui soutiennent l'intégration de la gestion et de la planification des ressources en eau et des bassins de fleuves. Échange d'expériences, de politiques et d'outils australiens et internationaux. Soutien en faveur de la Stratégie nationale de gestion de l'eau de la RDP lao: aide pour élaborer une stratégie nationale de gestion de l'eau afin d'accompagner la Loi nationale sur l'eau 2017 de la RDP lao. Pour contribuer à la stratégie, deux études techniques ont été ordonnées. La première était une

Intitulé du projet/programme	Partenariat de l'Australie pour l'eau
	<p>évaluation rapide de l'écohydrologie, qui résume les caractéristiques, les processus et les conditions du système écohydrologique du Mékong dans la RDP lao et de ses bassins versants. La deuxième étude était une évaluation rapide de la situation des ressources en eau et présente un résumé du régime hydrologique, de la disponibilité en eau, et des utilisations de chaque bassin versant de la RDP lao. Programme d'aide au développement des capacités pour financer l'Association de l'eau et des eaux usées du Pacifique. Le Programme a permis d'améliorer les installations pour faciliter l'action collective entre 29 sociétés de services publics situées dans 20 pays insulaires du Pacifique. Les partenaires australiens de l'AWP ont également mené une analyse des besoins en matière d'apprentissage et de développement avec l'Association pour évaluer les besoins en matière de ressources humaines des sociétés de services publics membres, posant ainsi les fondations pour des programmes de formation afin d'enrichir la base de compétences des sociétés membres au cours des années à venir. Les résultats intermédiaires de l'AWP sont les suivants: – Application de connaissances partagées sur la planification, la distribution et la gouvernance de l'eau par les gouvernements, les industries et la société civile; – meilleure capacité des individus, des organisations et des industries à appliquer une gestion durable de l'eau; – adoption de politiques, pratiques et outils plus équitables, efficaces et durables sur le plan environnemental par les acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile; - partenariats de confiance et de valeur entre le secteur australien de l'eau et les institutions nationales, régionales et/ou multilatérales en lien avec l'eau dans la région indopacifique et ailleurs.</p> <p>Tableau A: Activités de l'AWP dans les PMA (2018/19) Pays/Région de l'activité Partenaire international</p> <p>Résultat intermédiaire Améliorations apportées au Mécanisme régional relatif aux sécheresses de la CESAP. Le projet a facilité l'adoption de politiques de gestion efficace de l'eau en offrant aux gestionnaires et aux usagers de l'eau de meilleurs renseignements sur la disponibilité en eau et sur les risques liés à une pénurie d'eau en utilisant les outils australiens relatifs à l'eau, ce qui a permis à terme de soutenir une meilleure gestion de l'eau et de renforcer la durabilité environnementale. Traduction, diffusion et lancement du livre intitulé "Hydrogeology of the Dry Zone, Central Myanmar" ("Hydrologie des zones sèches de la région centrale du Myanmar"), écrit par le Département de l'irrigation et de l'utilisation et de la gestion de l'eau. L'élaboration et la diffusion des versions anglaise et birmane du livre ont contribué à l'adoption de pratiques et d'outils efficaces en matière de gestion de l'eau. Le livre a donné à la région centrale sèche du Myanmar des renseignements détaillés sur les eaux souterraines et vise à rendre les décisions en matière de gestion de l'eau plus efficaces, à réduire les coûts liés à l'approvisionnement en eau, à réduire les risques de surexploitation tout en permettant un développement durable des eaux souterraines. Mise en œuvre d'un cadre de flux environnementaux pour le bassin de l'Ayeyarwady par la Direction des ressources en eau et l'amélioration de l'état des bassins fluviaux au sein du Ministère des transports et de la communication du gouvernement du Myanmar et le Centre d'hydroinformatique. Le projet présentera une proposition de cadre et de plate-forme pour faire avancer les flux environnementaux au Myanmar et dans le bassin fluvial de l'Ayeyarwady. Il améliorera également la base de connaissances des acteurs du secteur public et de la société civile, en formulant des recommandations sur les futures options pour continuer à renforcer les connaissances et les capacités afin d'appliquer une gestion durable de l'eau. Programme de jeunes professionnels de l'eau du Myanmar, par le Comité national des ressources en eau et le Centre d'hydroinformatique. Au cours du Programme, le partage de connaissances sur la gestion durable de l'eau a été renforcé, en créant des partenariats solides et fiables avec des partenaires australiens. Le Programme est aussi un exemple phare du développement des capacités dans le domaine de la gestion des ressources en eau et du secteur de l'eau au Myanmar. Soutien en faveur de la Stratégie nationale de gestion de l'eau de la RDP lao (qui inclut 2 évaluations rapides), Département des ressources en eau de la RDP lao. Le Programme influence directement l'adoption de meilleures approches en matière de gestion de l'eau en soutenant l'élaboration et l'adoption d'une stratégie nationale de gestion des ressources en eau de la RDP lao, qui guide le</p>

Intitulé du projet/programme	Partenariat de l'Australie pour l'eau
	développement de plans de gestion des bassins fluviaux dans le pays. Aide au financement de l'Association pour l'eau et les eaux usagées du Pacifique. Avec le soutien de l'AWP, la mise en œuvre du programme de développement des capacités a aidé l'Association à préparer et à adopter un plan stratégique sur 5 ans. En 2023, à la fin du Plan stratégique, l'Association espère avoir amélioré les compétences professionnelles de ses sociétés de services publics membres qui approvisionnent plus de 3 millions de personnes dans 20 pays insulaires du Pacifique. Les efforts déployés à ce jour ont déjà aidé à améliorer considérablement la situation professionnelle de l'Association, ce qui a permis de mieux reconnaître l'importance et l'efficacité des principaux donateurs de l'Association dans la région.
Statut du programme ou du projet	Autre (amélioration du Mécanisme régional relatif aux sécheresses de la CESAP: achevé; traduction, diffusion et lancement du livre "Hydrogeology of the Dry Zone, Central Myanmar": en cours; mise en place d'un cadre de flux environnementaux pour le bassin de l'Ayeyarwady: en cours; programme de jeunes professionnels dans le secteur de l'eau au Myanmar: en cours; soutien en faveur de la Stratégie nationale de gestion de l'eau de la RDP lao: en cours; aide au financement de l'Association pour l'eau et les eaux usagées du Pacifique: en cours
Durée et calendrier	Amélioration du Mécanisme régional relatif aux sécheresses de la CESAP: septembre 2017-février 2019; traduction, diffusion et lancement du livre "Hydrogeology of the Dry Zone, Central Myanmar": janvier 2019-mai 2019; mise en place d'un cadre de flux environnementaux pour le bassin de l'Ayeyarwady: juin 2019-mai 2020; programme de jeunes professionnels dans le secteur de l'eau au Myanmar: janvier 2017-juin 2021; soutien en faveur de la Stratégie nationale de gestion de l'eau de la RDP lao: août 2018-août2019; aide au financement de l'Association pour l'eau et les eaux usagées du Pacifique: mars 2017-décembre 2022
Site Web pour plus d'informations	https://waterpartnership.org.au/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	PACER Plus – Projet de formation sur la transparence commerciale
Objectif ou objet	Fournir un renforcement des capacités et une assistance technique pour soutenir la mise en œuvre des dispositions en matière de transparence inscrites dans le PACER Plus par les îles du Pacifique signataires.
Organismes fournissant les incitations	Département des affaires étrangères et du commerce (DFAT)
Entreprises remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Îles Salomon; Vanuatu
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Gouvernements du Pacifique et secteur privé.
Nature des incitations	Financement public d'une assistance technique en lien avec la mise en place de portails commerciaux pour soutenir la mise en œuvre des obligations en matière de transparence inscrites dans le PACER Plus.
Implications financières	1 million d'AUD (sont inclus d'autres pays insulaires du Pacifique non PMA)
Domaine de technologie	Transparence/facilitation des échanges
Catégorie de technologie	Autre (- mise en place de plates-formes commerciales en ligne sous la forme de portails commerciaux nationaux et régionaux; et – renforcement des capacités du secteur public et privé pour utiliser les portails commerciaux).
Résultats ou impact	1. Amélioration des capacités à répondre aux engagements en matière de transparence pris au titre du PACER Plus (par exemple points de contact, notifications, publication); 2. transparence accrue et communications plus efficaces entre le secteur privé et le secteur public sur les processus et les procédures dans le domaine commercial; 3. capacité à télécharger des réglementations, des lois, des procédures et des décisions administratives en lien avec le commerce sur les portails commerciaux; 4. capacité à déceler des procédures lourdes et à réduire les formalités administratives connexes; 5. capacité du secteur privé (en particulier des petites entreprises et des commerçantes/entreprises détenues par des femmes) à accéder au portail et aux renseignements connexes pour soutenir les activités commerciales. Meilleure transparence commerciale, qui soutient le développement du commerce, de la coopération et de l'intégration au niveau régional.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	18 mois
Site Web pour plus d'informations	www.unctad.org
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	